

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 760**14 septembre 2001****SOMMAIRE**

AG 1990 Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36461	Pictet Global Sector Fund Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36454
Antoman International, Luxembourg	36480	Pictet Global Sector Fund Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36455
Argos Participations S.A., Luxembourg	36472	Pictet Global Selection Fund Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36454
ERISYS, Société d'Etudes et Réalisation Informatique et de Système d'Information, S.à r.l., Strassen	36466	Pictet JFCP Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36455
ERISYS, Société d'Etudes et Réalisation Informatique et de Système d'Information, S.à r.l., Strassen	36467	Planungsgruppe AG, Luxembourg	36448
(Romain) Hoffmann Architectes et Urbanistes, S.à r.l., Luxembourg	36477	Pointcom S.A., Luxembourg	36451
Kaki Holdings S.A., Luxembourg	36434	Pole Star S.A., Luxembourg	36453
Kalliste Holding S.A.H., Luxembourg	36434	Prince Rupert Bayview Holdings S.A., Luxembourg	36455
Kamfin Finance S.A., Luxembourg	36448	Pro Investment S.A.H., Luxembourg	36456
KMH-Techno S.A., Luxembourg	36434	Quest Capital S.A., Luxembourg	36456
Kombassan Holdings S.A., Luxembourg	36436	Recherche et Développement Européen Holding S.A., Luxembourg	36457
Kombassan Holdings S.A. 1929, Luxembourg	36435	Relax S.A.H., Luxembourg	36457
La Gestionnaire S.A., Luxembourg	36479	Richemont S.A., Luxembourg	36454
Landeck S.A. Holding, Luxembourg	36448	Riddinton S.A., Luxembourg	36465
Luxis Domiciliations, S.à r.l., Strassen	36460	Robert Milfort Asset Management S.A., Luxembourg	36457
Luxis Domiciliations, S.à r.l., Strassen	36461	Ronflette S.A., Luxembourg	36458
Lynx Services S.A., Luxembourg	36449	Ronflette S.A., Luxembourg	36458
Malabar Management (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36449	Russinvest S.A., Luxembourg	36458
Mason-Dixon S.A., Luxembourg	36450	Saberi, S.e.n.c., Luxembourg	36458
Mason-Dixon S.A., Luxembourg	36450	Sagil S.A., Luxembourg	36455
Mason-Dixon S.A., Luxembourg	36450	Sedes S.A., Luxembourg	36461
Mason-Dixon S.A., Luxembourg	36450	Sentry Equity S.A., Luxembourg	36461
Meetincs S.A., Luxembourg	36449	Services Logistiques Holding S.A., Luxembourg ..	36477
Midinvest, S.à r.l., Luxembourg	36451	SOCAM, Société Commerciale des Aciers et Métaux à responsabilité limitée, Pétange	36456
Monopros (Luxembourg) S.A., Luxembourg	36451	Sojomi Holding S.A., Luxembourg	36471
Musa S.A., Luxembourg	36451	Supermarkets Norte Investments, S.à r.l., Luxembourg	36462
N & B International S.A., Luxembourg	36452	Supermarkets Norte Investments, S.à r.l., Luxembourg	36465
Nicomar International S.A., Luxembourg	36452	Supermarkets Norte Participations, S.à r.l., Luxembourg	36468
Nubil S.A., Luxembourg	36453	Supermarkets Norte Participations, S.à r.l., Luxembourg	36471
Oikia Holding S.A., Luxembourg	36453	TCV-3 Stars Company S.A., Hesperange	36467
Pack Technology Holding S.A., Luxembourg	36449	TCV-3 Stars Company S.A., Hesperange	36468
Perseus S.A., Luxembourg	36453		
PF RE S.A., Senningerberg	36459		
PF RE S.A., Senningerberg	36460		
Picigemme, S.à r.l., Wecker	36452		
Pictet Gestion (Luxembourg) S.A., Luxembourg ..	36454		

KAKI HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 64.358.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 34, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12975/595/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

KALLISTE HOLDING S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 38.933.

MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l. avec siège social à L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri fait savoir qu'elle s'est démis de sa fonction de Commissaire de Surveillance avec effet immédiat en raison de l'impossibilité de remplir son mandat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2001.

MONTBRUN FIDUCIAIRE, S.à r.l.

Signature

Un Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2001, vol. 549, fol. 45, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12976/534/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

KMH-TECHNO S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

Auszug aus dem Beschluss der Ordentlichen Generalversammlung vom 3. Januar 2001

Die ordentliche Generalversammlung vom 3. Januar 2001 hat beschlossen dass die Verwaltungsräte für weitere 6 Jahre im Amt bleiben:

- 1) Herr Klaus M. Heinrich, D-65762 Eschborn, Vorsitzender;
- 2) Frau Claudia Heinrich, D-65762 Eschborn, Protokollführer;
- 3) Frau Hiltrud Heinrich-Reinhardt, D-65762 Eschborn, Stimmzähler.

Die LUX-AUDIT S.A., Luxembourg wird ebenfalls für weitere 6 Jahre zum Kommissare bestellt.

Luxemburg, den 26. Januar 2001.

Pour avis sincère et conforme

Pour la S.A. KHM-TECHNO

FIDUCIAIRE JOSEPH TREIS, S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2001, vol. 548, fol. 98, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12979/608/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

KOMBASSAN HOLDINGS S.A. 1929, Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 70.610.

L'an deux mille un, le huit janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Ibrahim Kilic, directeur, demeurant à L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks;
 - 2.- Monsieur Baytullah Babur, directeur, demeurant à D-80939 Munich, Kollwitz Strasse 19 (Allemagne);
- agissant en leur qualité de mandataires spéciaux du Conseil d'Administration de la société anonyme KOMBASSAN HOLDINGS S.A. 1929, en vertu d'un pouvoir leur délivré le 8 janvier 2001.

Ledit pouvoir, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire d'acter leurs déclarations comme suit:

1.- La société anonyme KOMBASSAN HOLDINGS S.A. 1929, ayant son siège social à L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks, R. C. Luxembourg section B numéro 70.610, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 juillet 1999, publié au Mémorial C, numéro 713 du 24 septembre 1999, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 décembre 2000, en voie de publication au Mémorial C.

2.- Le capital social de la société est actuellement fixé à cent trente-neuf millions sept cent quarante mille neuf cent vingt euros (139.740.920,- EUR) représenté par treize millions neuf cent soixante-quatorze mille quatre-vingt-douze (13.974.092) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.

3.- La société a un capital autorisé fixé à deux cent cinquante millions d'euros (250.000.000,- EUR) représenté par vingt-cinq millions (25.000.000) d'actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, fixé par l'article 5 des statuts.

4.- En vertu du même article 5 des statuts, le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à assortir l'émission des actions nouvelles d'une prime d'émission dont il fixera lui-même le montant;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

5.- En sa réunion du 8 janvier 2001, le Conseil d'Administration a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de cent quarante-huit mille deux cent soixante euros (148.260,- EUR), pour le porter de son montant actuel de cent trente-neuf millions sept cent quarante mille neuf cent vingt euros (139.740.920,- EUR) à cent trente-neuf millions huit cent quatre-vingt-neuf mille cent quatre-vingt euros (139.889.180,- EUR), par la création et l'émission de quatorze mille huit cent vingt-six (14.826) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.

6.- Les actions nouvelles ont été souscrites et intégralement libérées en espèces par les actionnaires actuels de la société en proportion de leur participation actuelle dans le capital social, ce dont il est justifié au notaire soussigné par les bulletins de souscription des actionnaires ainsi que par une attestation bancaire.

7.- Suite à cette augmentation de capital, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Version française :

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à cent trente-neuf millions huit cent quatre-vingt-neuf mille cent quatre-vingts euros (139.889.180,- EUR) représenté par treize millions neuf cent quatre-vingt-huit mille neuf cent dix-huit (13.988.918) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.»

Version allemande:

«**Art. 5. Erster Absatz.** Das Gesellschaftskapital beträgt hundertneununddreissig Millionen achthundertneunundachtzigtausendeinhundertachtzig euros (139.889.180,- EUR) eingeteilt in dreizehn Millionen neunhundertachtundachtzigtausendneunhundertachtzehn (13.988.918) Aktien mit einem Nennwert von je zehn euros (10,- EUR).»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre-vingt-quinze mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement le montant de l'augmentation du capital social est évalué à la somme de 5.980.793,57 LUF.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'un tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: Kilic, Babur, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 janvier 2001, vol. 512, fol. 51, case 7. – Reçu 59.808 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 février 2001.

J. Seckler.

(12984/231/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

KOMBASSAN HOLDINGS S.A., Aktiengesellschaft,

(anc. KOMBASSAN HOLDINGS S.A. 1929).

Gesellschaftssitz: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

H. R. Luxembourg B 70.610.

Im Jahre zweitausendundeins, den elften Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster.

Versammelten sich in ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft KOMBASSAN HOLDINGS S.A. 1929, R. C. Luxembourg Sektion B Nummer 70.610, mit Sitz in L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

Die Gesellschaft wurde gegründet durch Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 3. Juli 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 713 vom 24. September 1999, und deren Statuten wurden mehrmals abgeändert und zum letzten Mal durch Urkunde, aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 8. Januar 2001, noch nicht im Mémorial C veröffentlicht.

Den Vorsitz der Versammlung führt Frau Helene Müller, Juristin, wohnhaft in Grevenmacher.

Die Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Marianne Prometti, Office Managerin, wohnhaft in Steinsel.

Die Versammlung bestellt als Stimmzählerin Frau Claudine Kirsch, Sekretärin, wohnhaft in Amnéville (Frankreich).

Die Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I. - Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II. - Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden, nachdem sie von den Mitgliedern der Versammlung ne varietur unterschrieben wurden, zusammen mit der Anwesenheitsliste, diesem Protokoll beigegeben, um mit demselben einregistriert zu werden.

III. - Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

IV. - Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

Tagesordnung:

1. - Abänderung der Bezeichnung der Gesellschaft in KOMBASSAN HOLDINGS S.A.

2. - Abänderung des Gesellschaftszweckes wie folgt:

«Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen zum LIBOR / EUROBOR aufnehmen.

Die Gesellschaft kann Gesellschaften, an denen Sie direkt oder indirekt zu mindestens 25% beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschub oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft darf keine Darlehen zum Zwecke des Erwerbs von Aktien von KOMBASSAN HOLDINGS S.A. vergeben.

Die Gesellschaft wird nicht unmittelbar aktiv erwerbstätig sein und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Maßnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes von 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften abwickeln.»

3. - Heraufsetzung des genehmigten Kapitals auf 7.000.000.000,- EUR

4. - Vorverlegung des Tages der ordentlichen Generalversammlung auf den 15. April.

5. - Verlängerung des Vorkaufsrechtes im Falle einer Übertragung von Aktien von 5 auf 15 Tage.

6. - Neufassung der Satzung in deutscher und englischer Sprache.

Alsdann wurden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Bezeichnung der Gesellschaft in KOMBASSAN HOLDINGS S.A. abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Gesellschaftszweck wie folgt abzuändern:

«Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen zum LIBOR / EUROBOR aufnehmen.

Die Gesellschaft kann Gesellschaften, an denen Sie direkt oder indirekt zu mindestens 25% beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschub oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft darf keine Darlehen zum Zwecke des Erwerbs von Aktien von KOMBASSAN HOLDINGS S.A. vergeben.

Die Gesellschaft wird nicht unmittelbar aktiv erwerbstätig sein und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Maßnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche Ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes von 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften abwickeln.»

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das genehmigte Kapital für die festgelegte Dauer von zweihundertfünfzig Millionen Euros (250.000.000,- EUR) auf sieben Milliarden Euros (7.000.000.000,- EUR) zu erhöhen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Tag der ordentlichen Generalversammlung auf den 15. April vorzuverlegen.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst das Vorkaufsrecht im Falle einer Übertragung von Aktien von 5 auf 15 Tage zu verlängern.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Neufassung der Satzung in deutscher und englischer Sprache wie folgt, wobei die deutsche Fassung massgebend ist:

A. Name - Sitz - Dauer - Zweck - Kapital

Art. 1. Name. Unter der Bezeichnung KOMBASSAN HOLDINGS S.A. wird hiermit eine Gesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates eingerichtet werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 3. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen zum LIBOR / EUROBOR aufnehmen.

Die Gesellschaft kann Gesellschaften, an denen Sie direkt oder indirekt zu mindestens 25% beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschub oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft darf keine Darlehen zum Zwecke des Erwerbs von Aktien von KOMBASSAN HOLDINGS S.A. vergeben.

Die Gesellschaft wird nicht unmittelbar aktiv erwerbstätig sein und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Maßnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche Ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes von 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften abwickeln.

Art. 5. Gesellschaftskapital - Ausgabe und Verkauf von Aktien.*Gesellschaftskapital*

Das Gesellschaftskapital beträgt hundertneununddreissig Millionen achthundertneunundachtzigtausendeinhundertachtzig Euros (139.889.180,- EUR) eingeteilt in dreizehn Millionen neunhundertachtundachtzigtausendeinhundertundachtzehn (13.988.918) Aktien mit einem Nennwert von jeweils zehn Euros (10,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl des Verwaltungsrates, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer per Aktie an. Falls Aktien im gemeinsamen Eigentum stehen oder deren Eigentum umstritten ist, haben alle Personen, die Eigentumsrechte an einer Aktie geltend machen, einen Bevollmächtigten gegenüber der Gesellschaft zu bestellen. Falls kein Bevollmächtigter bestellt wird, werden alle Aktienrechte ausgesetzt.

Genehmigtes Kapital

Das Gesellschaftskapital kann auf sieben Milliarden Euros (7.000.000.000,- EUR) heraufgesetzt werden durch die Schaffung und Ausgabe von neuen Aktien, deren Nennwert zehn Euros (10,- EUR) beträgt.

Der Verwaltungsrat wird ermächtigt und beauftragt:

- diese Kapitalerhöhung zu tätigen, besonders die neuen Aktien in einer Gesamtausgabe, in Teilausgaben in Abständen oder fortlaufend auszugeben mittels Einzahlung durch Bareinlagen, Sacheinlagen, Umwandlung von Forderungen oder auch, nach Genehmigung durch die jährliche Generalversammlung, mittels Einbeziehen von Gewinnen oder Reserven.
- den Ort und den Zeitpunkt der Gesamtausgabe oder der eventuellen einzelnen Teilausgaben den Emissionspreis, sowie die Zeichnungs- und Einzahlungsbedingungen festzulegen;
- den neu herauszugebenden Aktien mit einem Aufgeld zu versehen, dessen Betrag von dem Verwaltungsrat selbst festgelegt wird;
- das Vorzugsrecht zur Zeichnung der Aktionäre bei der obengenannten Neuausgabe von Aktien mittels Einzahlung von Bareinlagen oder Sacheinlagen, aufzuheben oder einzuschränken.

Diese Ermächtigung ist gültig für eine Dauer von fünf Jahren, beginnend am Datum der Veröffentlichung der Gründungsurkunde und kann bezüglich der Aktien des genehmigten Kapitals welche bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht ausgegeben wurden, durch eine Generalversammlung der Aktionäre erneuert werden.

Ausgabe und Verkauf von Aktien

Der Verwaltungsrat ist jederzeit in vollem Umfang berechtigt zurückgekufte Aktien weiterzuverkaufen oder im Rahmen des genehmigten Kapitals neue Aktien auszugeben.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien limitieren.

Die Ausgabe neuer Aktien und der Verkauf von Aktien, die zuvor von der Gesellschaft zurückgenommen wurden, erfolgt grundsätzlich zu den im Verkaufsprospekt festgesetzten Bewertungstag. Ausgabe- und Verkaufspreis ist der gemäß Artikel 8 ermittelte Aktienwert.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge werden die Zeichnungsstellen der Gesellschaft in solchen Fällen unverzüglich erstatten.

Sollte die Ermittlung des Aktienwertes aufgrund des Artikels 9 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraumes keine Aktien ausgegeben.

Art. 6. Beschränkung der Aktienanteile. Ein Käufer oder eine sonst in Eigentum der Aktien gelangende Person darf nur bis zu 1% (ein Prozent) des am Erwerbtag ausgegebenen Aktienkapitals erwerben oder erhalten und kann auch zu einem späteren Zeitpunkt keine Zukäufe tätigen bzw. Übertragungen annehmen, die seinen Aktienanteil über die Grenze von 1% (ein Prozent) des zu diesem Zeitpunkt ausgegebenen Aktienkapitals bringen würden.

Ausnahmen können nur durch ausdrückliche schriftliche Genehmigung des Verwaltungsrats gewährt werden. Bei Namensaktien erfolgt die Eintragung im Aktienregister nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats und kann insbesondere dann verweigert werden, wenn der Aktienanteil einer Person durch die Eintragung die 1% (ein Prozent) Grenze übersteigen würde. Bei Inhaberaktien werden die in Artikel 6 und Artikel 12 enthaltenen Restriktionen auf dem Aktienzertifikat vermerkt.

Eine Person kann die Rechte aus einem die 1% (ein Prozent) Grenze übersteigenden Aktienanteil, nicht gegenüber der Gesellschaft geltend machen. Er muss den die 1% (ein Prozent) Grenze übersteigenden Teil der Aktien unter Berücksichtigung der Vorschriften des Artikel 12 dieser Satzung so bald wie möglich verkaufen.

Die Gesellschaft kann den Erwerb oder Besitz von Aktien durch natürliche oder juristische Personen verhindern oder einschränken, soweit nach Meinung der Gesellschaft ein solcher Erwerb oder Besitz den Interessen der Gesellschaft zuwider liefe, soweit ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung Luxemburger oder ausländischer Rechtsgrundsätze zu Folge hätte oder soweit ein solcher Erwerb oder Besitz zur Folge hätte, daß die Gesellschaft anderen steuerlichen Regelungen unterworfen würde als solchen des Großherzogtums Luxemburg.

Art. 7. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann von der Gesellschaft jederzeit die Rücknahme seiner Aktien oder eines Teils davon verlangen, soweit die ausschüttungsfähigen Rücklagen bzw. der Erlös aus einer Neuemission, die zum Zwecke des Rückkaufs durchgeführt wurde, für den Rückkauf ausreichen.

Die Rücknahme erfolgt zum Aktienwert («Rücknahmepreis»). Der Rücknahmepreis bestimmt sich nach dem aktuellen Inventarwert der Aktien zum Zeitpunkt der Rücknahme. Da der Inventarwert nur zum Jahresende festgelegt und veröffentlicht wird, wird der Rücknahmepreis wie folgt ausbezahlt:

Bei Rückgabe der Aktien (Rücknahmestichtag) wird ein dem zuletzt bekanntgegebenen Inventarwert der Aktien entsprechender Betrag ausbezahlt, sofern nach Ansicht des Verwaltungsrates sichergestellt ist, daß der aktuelle Inventarwert am Rücknahmestichtag höher ist. Ist der Nettoinventarwert am Rücknahmestichtag nach Ansicht des Vorstandes geringer als der letzte offizielle Inventarwert, so wird nur ein solcher Betrag am Rücknahmestichtag an den Aktionär ausbezahlt, der mit Sicherheit noch dem aktuellen Inventarwert entspricht.

Nach Veröffentlichung des nächsten Inventarwertes zum 31.12 kann durch gleichmäßiger Verteilung der Änderung des Nettoinventarwertes auf die Tage des zurückliegenden Jahres, der Inventarwert zum Rücknahmestichtag ermittelt werden.

Der Differenzbetrag zwischen der ausbezahlten Summe am Rücknahmestichtag und dem tatsächlichen Inventarwert wird dem Anleger spätestens zum 31. Dezember ausbezahlt.

Aktionäre, welche die Rücknahme aller oder eines Teiles ihrer Aktien wünschen, müssen dies schriftlich oder mündlich zur Niederschrift entsprechend den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen beantragen. Die Anträge müssen folgende Angaben enthalten: die Namen und Anschrift des antragstellenden Aktionärs, die Anzahl der zurückzunehmenden Aktien sowie Angaben über die Person, an die die Zahlung erfolgen soll. Dem Antrag sind gegebenenfalls die Aktienzertifikate in ordnungsgemäßer Form sowie alle erforderlichen Unterlagen im Hinblick auf die Rücknahme beizufügen.

Der Rücknahmepreis wird unverzüglich nach dem Bewertungstag ausgezahlt, der für die Rücknahme gemäß Verkaufsprospektes maßgeblich ist.

Sollte aufgrund von Artikel 9 die Ermittlung des Aktienwertes ausgesetzt werden, so erfolgt keine Rücknahme der Aktien. Gemäß dem erwähnten Artikel kann der Verwaltungsrat bei umfangreichen Rücknahmeanträgen ferner beschließen, die Aktien erst nach Verkauf genügender Vermögenswerte und nach Eingang der entsprechenden Mittel zurückzunehmen, dies unter Berücksichtigung der Interessen Aktionäre. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden im Falle einer Aussetzung der Aktienwertermittlung am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern aufgrund von Rücknahmeanträge anderer Aktionäre die Zahl der von einem Aktionär gehaltenen Anteil die Grenze von 1% des gesamten Aktienkapitals übersteigen, gilt die Genehmigung des Verwaltungsrates als für diese außergewöhnlich hohe Beteiligung als genehmigt. Kein Aktionär kann aufgrund der Rücknahmeanträge anderer Aktionäre zur Rückgabe oder Veräußerung seiner Aktien gezwungen werden, selbst wenn die Grenze von 1% des Aktienkapitals überschritten wird.

Art. 8. Ermittlung des Aktienwertes. Der Aktienwert wird unter der Verantwortung des Verwaltungsrates in der Währung des Gesellschaftskapitals bestimmt.

Der Aktienwert wird durch Teilung des Nettovermögens der Gesellschaft («Netto-Gesellschaftsvermögen») durch die Gesamtzahl der umlaufenden und ausgegebenen Aktien berechnet.

Der Aktienwert kann auf eine nächsthöhere oder niedrigere Währungseinheit auf- oder abgerundet werden entsprechend dem Beschluß des Verwaltungsrates.

Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- alle Wertpapiere, Geldmarktpapiere, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechts, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;

- alle flüssigen Mittel einschließlich der hierauf angefallenen Zinsen;

- angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;

- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im voraus bezahlter Ausgaben;

Die Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

Wertpapiere und sonstige Vermögenswerte, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diese Vermögenswerte ist.

Nicht an Terminbörsen aber auf einem organisierten Markt gehandelte Wertpapiere werden zu letzten verfügbaren Preis bewertet.

Die flüssigen Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Die auf Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von bis zu 60 Tagen können zu ihrem jeweiligen Renditekurs bewertet werden.

Soweit Vermögenswerte nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen organisierten Markt gehandelt werden oder falls die nach den vorstehend bestimmten Grundsätzen ermittelten Preise nicht marktgerecht sind, werden diese Vermögenswerte zu ihrem Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist der Verwaltungsrat ermächtigt, zeitweilig andere von ihm nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Gesellschaftsvermögens zu erreichen.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- Sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;

- Sämtliche aufgelaufene Zinsen aus Krediten der Gesellschaft (einschließlich Kreditaufnahmekosten);

- Sämtliche fällige oder anfallenden Kosten (einschließlich Verwaltungsgebühren, Anlageberatungs- und Managementgebühren, Beratungshonorare und sonstige Vertretergebühren);

- Sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegten, aber noch nicht gezahlten Dividenden der Gesellschaft;

- Angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und angenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

- Sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Vergütungen der Anlage- und Rechtsberater, der Verwaltungs- und Zahlstellen

sowie ständiger Repräsentanzen in Vertriebsländern umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates, die angemessenen Reisekosten und Spesen im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates der Mitglieder des Verwaltungsrates, Löhne und Gehälter der Angestellten, Mieten, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaften bei Registerstellen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Kosten und Honorare für Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Anzeigenkosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmäßige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnlichen Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschließlich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokerggebühren sowie Kosten für Post, Telefon und telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstigen Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

- Aktien welche gemäß Artikel 7 zurückgenommen werden sollen, gelten als Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft.

- Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft.

- Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenige, in welcher der Aktienwert ausgedrückt wird, werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Gesellschaftswährung umgerechnet.

Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte werden in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in dem Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

Art. 9. Häufigkeit und zeitweise Aussetzung der Aktienwertberechnung, sowie Ausgabe und Rücknahme von Aktien. Der Aktienwert wird am 31.12. eines jeden Jahres von der Gesellschaft oder einer von ihr beauftragten Stelle berechnet.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Aktienwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Aktien zeitweilig einzustellen:

Während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde.

In Notlagen, wenn die Gesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann, oder es für sie unmöglich ist, den Gegenwart der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Aktienwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Aktienwertberechnung oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten funktionsuntüchtig sind.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Rücknahmeanträge auszusetzen, sofern die Rücknahmeanträge die ausschüttbaren Rücklagen bzw. dem Erlös aus einer Neuemission, die zum Zwecke des Rückkaufs durchgeführt wurde übersteigen.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode ist im Luxemburger Wort und je nach Beschluß des Verwaltungsrats in anderen Zeitungen zu veröffentlichen; des weiteren hat eine solche Mitteilung seitens der Gesellschaft an die betroffenen Aktionäre zu erfolgen, d.h. an diejenigen, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Aktien eingereicht haben, für welche die Aktienwertermittlung ausgesetzt wurde.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit, insbesondere unter den Voraussetzungen des Artikels 6 Aktien zwangsweise zurückkaufen.

B. Verwaltung - Aufsicht

Art. 10. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Rat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Gesellschafterversammlung gewählt. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können jederzeit durch Beschluß der Generalversammlung ohne Angaben von Gründen abberufen werden.

Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Generalversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 11. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 12. Befugnisse des Verwaltungsrates bei der Übertragung von Aktien. Die Übertragung oder der Verkauf von Aktien kann, unter dem Vorbehalt des Artikels 6, nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Verwaltungsrats erfolgen. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen entscheiden und braucht seine Entscheidung nicht zu begründen. Der Verwaltungsrat kann bei Namensaktien auch nach freiem Ermessen entscheiden, ob Personen, die Aktien durch Übertragungen von Todes wegen erlangen, ins Aktienregister eingetragen werden. Bei Inhaberaktien kann der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen entscheiden, ob die neuen Eigentümer der Aktien durch Übertragung von Todes wegen ihre Rechte gegenüber der Gesellschaft geltend machen können.

Alle zur Übertragung oder zum Verkauf anstehende Aktien müssen vorerst den bestehenden Aktionären im Verhältnis zu ihren bestehenden Aktienanteilen und auch der Gesellschaft angeboten werden. Die bestehenden Aktionäre können neue Aktien nur unter dem Vorbehalt des Artikels 6 erwerben. Die Vorkaufsrechte können von den bestehenden Gesellschaftern und der Gesellschaft innerhalb eines Zeitraums von 15 (fünfzehn) Tagen nach Mitteilung des anstehenden Kaufs oder der anstehenden Übertragung ausgeübt werden. Der von den bestehenden Gesellschaft oder der Gesellschaft zu zahlende Kaufpreis wird vom Verwaltungsrat in Anlehnung an den Marktpreis der Aktien bestimmt. Falls Uneinigkeit über den zu zahlenden Preis besteht, muss ein unabhängiger Sachverständiger herangezogen werden.

Wenn die Vorkaufsrechte nicht innerhalb des oben genannten Zeitraumes ausgeübt werden, kann die Übertragung der Aktien an vom Verwaltungsrat genehmigte Dritte erfolgen.

Falls der Verwaltungsrat die Zustimmung zum Verkauf bzw. Übertragung an einen Dritten oder die Eintragung in das Aktienregister verweigert oder es Aktionären nicht erlaubt, ihre Rechte gegenüber der Gesellschaft geltend zu machen, so hat die Gesellschaft die von den Handlungen des Verwaltungsrats betroffenen Aktien selbst zu kaufen oder einen Dritten zu bestimmen, der bereit ist, die Aktien abzunehmen. Der von der Gesellschaft oder dem Dritten zu zahlende Kaufpreis wird vom Verwaltungsrat in Anlehnung an den Marktpreis der Aktien bestimmt. Falls Uneinigkeit über den zu zahlenden Preis besteht, muss ein unabhängiger Sachverständiger herangezogen werden.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehreren stellvertretenden Vorsitzende wählen. Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muß und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Gesellschafterversammlungen schreiben und aufbewahren wird.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort, in der Regel jedoch am Sitz der Gesellschaft.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Gesellschafterversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Gesellschafterversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlußfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie erfolgen. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und Begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefaßt; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind von mindestens zwei Mitglieder des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten dem Beweise dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Art. 14. Übertragung der Vertretungsmacht. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Generalversammlung.

Art. 15. Unterschriftenbefugnis. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 16. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgesetzt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlaßt durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 17. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch entwertet, daß ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Gesellschafter, Verwaltungsratsmitglieder oder angestellte besitzen. In einem solchen fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. Der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solches Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte den Verwaltungs-

rat über einen solchen Konflikt informieren und sich im übrigen eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäfts enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Gesellschafterversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Absatzes sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlage- oder Rechtsberater oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 18. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt wird und dessen Vergütung von der Gesellschaft zu entrichten ist.

C. Geschäftsjahr - Generalversammlungen - Ausschüttungen

Art. 19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom ersten Januar bis zum einunddreißigsten Dezember.

Art. 20. Rechte der Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Gesellschafterversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 21. Verfahren der Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung wird vom Verwaltungsrat gemäß den gesetzlichen Bestimmungen einberufen. Sie muß auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, daß die Aktionäre, um zur Generalversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am 15. April um 14.00 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Falls dieser Tag kein Werktag im Großherzogtum Luxemburg ist, wird die Versammlung an dem darauf folgenden Werktag verlegt.

Weitere außerordentliche Gesellschafterversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu außerordentlichen Gesellschafterversammlungen sind gemäß den gesetzlichen Bestimmungen durch Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sowie in, vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen mitzuteilen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäß geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein kann die Gesellschafterversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Art. 22. Ausschüttungen. Die Generalversammlung befindet im Rahmen der Gesetze über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Zwischendividenden können durch den Verwaltungsrat nach Maßgabe der gesetzlichen Bestimmungen ausgeschüttet werden.

Die Zahlung von Dividenden erfolgt über die im Verkaufsprospekt bezeichneten Zahlstellen.

Währung, Datum und Zahlungsort der Dividenden werden zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat beschlossen.

Dividenden, die nicht innerhalb von fünf Jahren abgefordert werden fallen an die Gesellschaft zurück.

Auf beschlossene, aber nicht abgeforderte Ausschüttungen werden keine Zinsen gezahlt.

D. Schlußbestimmungen

Art. 23. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Gesellschafterversammlung aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen in Artikel 26 festgelegt ist.

Betragen die Verluste der Gesellschaft die Hälfte des Gesellschaftskapitals, so muß der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Gesellschafterversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese Gesellschafterversammlung, die keiner Beschlußfähigkeitsquote bedarf wird mit einfacher Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Aktien entschieden. Die Einberufung der Generalversammlung hat so zu erfolgen, daß sie innerhalb von einer Frist von nicht mehr als zwei Monaten nach dem Zeitpunkt, an dem der Verlust durch die Verwalter festgestellt worden ist oder hätte festgestellt werden müssen, abgehalten werden kann.

Art. 24. Abwicklung. Die Abwicklung der aufgelösten Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Die Gesellschafterversammlung entscheidet auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 25. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Gesellschafterversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernisse gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Ergänzungen.

Art. 26. Anwendbares Recht. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Es folgt die englische Übersetzung des vorstehenden Textes:

Denomination - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Denomination. There is hereby formed a holding company (société anonyme) under the name of KOM-BASSAN HOLDINGS S.A.

Art. 2. Registered Office. The registered office is established in Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. Object. The object of the corporation is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other companies either Luxembourg or foreign, and the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow funds at LIBOR / EUROBOR.

The corporation may grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a direct or indirect interest of at least 25%.

The corporation may not grant any loans with the purpose the finance the acquisition of shares of KOMBASSAN HOLDINGS S.A.

The corporation shall not carry on any industrial activity nor maintain a commercial establishment open to the public.

In general, the corporation may take any measure and carry out any operation which it may deem useful to the accomplishment and development of its purposes, remaining always, however, within the limits established by the Law of July 31, 1929, concerning Holding Companies, as well as by article 209 on commercial companies.

Art. 5. Capital - Share Issue Capital. The corporate capital is fixed at one hundred thirty-nine eight hundred ninety eight one hundred eighty Euros (139,889,180.- EUR) represented by thirteen million nine hundred eighty-eight nine hundred eighteen (13,988,918) shares with a par value of ten Euros (10.- EUR) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the board of directors, except those shares for which the Law prescribes the registered form.

The corporations shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The corporation recognises only one holder per share. If a share is commonly held by several individuals or if the property rights in respect to a share are controversial, a representative must be nominated to the Corporation by each person claiming a right on the share. All shareholder rights will be suspended if a representative is not nominated.

Authorised Capital

The corporate share capital may be increased from its present amount to seven billion Euros (7,000,000,000.- EUR) by the creation and the issue of new shares with a par value of ten Euros (10.- EUR) each.

The board of directors is fully authorised and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares;

- to determine the amount of an eventual share premium to be paid on the additional shares;

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or by contribution in kind.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorised capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

Issue and Sale of Shares

The board of directors is anytime fully authorised to offer any shares previously redeemed and issue new shares within the limits of the authorised share capital.

The board of directors may limit the frequency of the share issuance.

New shares are in general issued and shares previously redeemed are in general offered at the conditions determined by the offering prospectus. Shares are issued and offered at share value as determined pursuant to article 8.

The board of directors has the right to reject any subscription request in total or in parts and to suspend with any further notice the issuance of shares. Payments made on such subscriptions requests, which have not been executed, will in that case immediately be refunded by the Subscription offices of the corporation.

No shares will be issued during a period of suspension of the valuation of the share value in accordance with article 9.

Art. 6. Restrictions on the Ownership of shares of the Company. The purchaser of a share or any other person acquiring property rights in any possible way may only hold up to 1% (one per cent) of the total share capital issued on the date of acquisition of the shares and may not on any later date acquire shares, which would bring his shareholding beyond the limit of 1 % of the total share capital issued on such later date.

Exceptions can only be granted expressly and in writing by a decision of the board of directors. The registration of registered shares in the shareholders register remains in the free discretion of the board of directors and may espe-

cially be refused if the shareholding of a person would exceed the 1% (one per cent) limit. The restrictions mentioned in article 6 and article 12 will be marked on all bearer shares.

A person can not exercise any rights attached to the fraction of his shareholding which is exceeding the 1% (one per cent) limitation. He must sell the fraction of his shareholding which is exceeding the 1% limit as soon as possible in accordance with the procedure described in article 12 of the present articles of incorporation.

The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company, such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation, tax laws).

Art. 7. Redemption of shares. The corporation shall redeem the all or parts of the shares of any shareholders upon his request as far as it disposes of sufficient reserves for distribution or if the proceeds of a new emission, carried out with the aim of a redemption, allow the redemption.

Shares are exclusively redeemed at share value («Redemption Price»). The redemption price is determined on the basis of the net asset value of the shares at the redemption day. The redemption price will be paid as follows, since the official NAV only is calculated at the end of each year:

When the shares are redeemed (on the Redemption Day), an amount corresponding to the last official NAV will be paid out to the shareholder, provided, however, that the NAV on the redemption Day according to the board of directors is higher than the last official NAV. If, in the opinion of the board of directors, the NAV on the Redemption Day has decreased since the last official NAV, the investor will only receive such amount on the redemption day, which in the opinion of the board in any case will be within the NAV on the redemption day.

The NAV at the Redemption Day can be determined when the next official NAV at 31. December through an even distribution of the variation of the NAV over the days of the previous year elapsed. The difference between the amount paid out at the redemption Day and the real NAV at the Redemption Day determined in this way will be paid out at the latest on December 31.

Shareholders, wishing the corporation to redeem all or parts of their shares, must submit their redemption request to the corporation in writing or oral to the records of the corporation in accordance with the conditions set forth in the offering prospectus. The requests must indicate: the Name and the address of the requesting shareholder, the number of shares to be redeemed and Information about the person to whom the redemption price shall be paid out. The share certificate and Documents in respect to the redemption must as the case may be enclosed to the redemption request.

The Redemption Price will be paid immediately after the Valuation Day, as determined by the Offering prospectus for the Redemption of shares.

No shares will be redeemed during a period in which the valuation of the share value is suspended pursuant to article 10. The board of directors may in the interest of the shareholders in case of substantial Redemption requests on the basis of the prementioned article, decide to postpone the redemption of the shares until after the alienation of sufficient assets and the receipt of the corresponding funds. Not executed redemption requests will in case of a suspension of the valuation of the shares primarily be considered at the first following Valuation Day.

Should as a result of the redemption requests of other shareholders the shareholding of a shareholder exceed the 1% limit of the total share capital, the consent of the board of directors to this exceptional important participation may be considered as granted. No shareholder may be constrained to sell his shares on the basis of redemption of shares of other shareholders, even if his shareholding exceeds the 1% limit.

Art. 8. Valuation of the Share Value. The share value will be determined under responsibility of the board of directors in the currency of the share capital.

The share value shall be determined by dividing the net assets of the company by the number shares then issued and outstanding.

The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency, as the Board of Directors shall determine.

The assets of the Company shall include:

- all shares, stock, debentures, bonds, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

The value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange, is based on the last available price on the stock exchange that is normally the principal market for such security.

The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

The value of any cash on hand or on deposit is the nominal value as well as the interest thereon.

In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (a) or (b) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined by the board of directors prudently and in good faith in accordance with the general principles which may be verified by the auditors.

The Board of Directors may, under unusual circumstances which make the valuation in the aforesaid principles impossible or unsuitable, permit some other method of valuation to be used if it in good faith considers that such valuation

better reflects the fair value of any assets of the Company. Such other valuation shall be made in the basis of principles which may be verified by the auditors.

The liabilities of the Company shall include:

- all loans, bills and accounts payable
- all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees, consulting fees and corporate agents' fees);
- all known liabilities, present and future, including all mature contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company,
- an appropriate provision for future taxes and other reserves (if any) authorised and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- all other liabilities of the Company of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment and legal Advisors, fees and expenses payable to its accountants, managers and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, salary of the employees, rents, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

For the purpose of this Article:

- shares of the Company to be redeemed under Article 7 herein shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;
- all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the shares shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares;
- where on any Valuation Day the Company has contracted to:
 - purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
 - sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;
 - provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 9. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share and of Issue and redemption of Shares. The net asset value per Share shall be calculated on December 31 of any year by the Company (or any agent appointed by the Company) under the responsibility of the Board of Directors.

The Company may suspend the determination of the net asset value per Share, the issue and the redemption of its Shares during:

any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a substantial portion of the assets attributable to such Shares, from time to time, are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended; or

any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board of Directors, disposal of the assets owned by the Company is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders or if in the opinion of the Board of Directors the issue, sale and/or redemption prices cannot fairly be calculated; or

any breakdown in the means of communication normally employed in determining the value of any of the investments of the Company or the current prices on any market or other stock exchanges.

The board of directors may suspend the redemption if the redemption requests of the shareholders can not be satisfied with the distributable reserves or the proceeds of a new share issue made with a view to carry out such redemption.

Any such suspension shall be publicised in the Luxemburger Wort and at the discretion of the board of directors in other news papers by the Company and shall be notified to Shareholders having made an application for subscription for or redemption of Shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

The Board of directors may any time at their discretion, especially under the conditions of article 6, redeem the shares.

B. Administration - Supervision

Art. 10. The Board of Directors. The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders. The members of the board of directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders. The directors shall be appointed for a period not exceeding 6 years and they shall be reeligible. Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by a resolution of the shareholders.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 11. Powers of the Board of Directors. The board of directors has the broadest power to perform all acts as shall be necessary or useful to the corporations object. All matters not expressly reserved to the general meeting of shareholders by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

Art. 12. Powers of the Board of Directors in respect of Share Transfers. The transfer or alienation of shares is, in accordance with the reservations made by article 6, only possible with the prior consent of the board of directors. The board of directors may decide at its free discretion. The board of directors may, in case of nominal shares, also at its free discretion decide, whether persons, who acquire property rights on the shares by way of death (inheritance), will be registered. In case of bearer shares, the board of directors may at its free discretion decide, whether the successors may exercise their shareholder rights.

All shares to be transferred or sold must first be offered to the existing shareholders in relation to their existing shareholding and to the Corporation itself. The existing shareholders must respect the limitations set out by article 6 when acquiring additional shares. The right of first refusal of the other shareholders and the corporation may be exercised within 15 (fifteen) days after the information about the prospected alienation or transfer. The price to be paid by the existing shareholders or the corporation for the shares is determined by the board of directors in accordance with the market value of the shares. If the parties do not agree on the price to be paid, must an independent expert be consulted.

The board of directors may permit the transfer of the shares to a third party, if the rights of first refusal are not exercised within the above mentioned period.

If the board of directors does not permit the alienation respectively the transfer of the shares to a third party, or refuses the registration in the shareholders register, or suspend the shareholder rights attached to the shares, the corporation must either buy back the concerned shares itself or find a third party ready to buy the shares. The price to be paid by the corporation or the third party is determined by the board of directors in accordance with the market value. If the parties do not agree on the price to be paid, must an independent expert be consulted.

Art. 13. Board Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting, in general however at the registered office of the company.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be the chair of such meetings.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram, telex or telefax, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or telefax. Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a deciding vote.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by at least two members of the board. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Art. 14. Delegation of Power. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, managers or other officers; they need not be shareholders of the company.

Delegation to a member of the board of directors is subject to a previous authorisation of the general meeting.

Art. 15. Corporate Signature. The Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors

Art. 16. Compensation of Directors. The compensation of the directors will be determined by the shareholders at a general meeting. The compensation shall cover all expenses, relating to the exercise of the directors duties, including eventual costs of any legal action, suit or proceeding, proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by reason of his being or having been a director of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in a court of competent jurisdiction in such investigation, claim, action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, or willful misconduct in the conduct of his office.

Art. 17. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is

interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 18. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by the auditors («réviseurs d'entreprises agréés») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

C. Financial Year - General Meeting

Art. 19. Financial Year

The corporation's financial year shall begin on the first of January and shall end on the thirty-first of December.

Art. 20. Representation. The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 21. General Meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors as required by law. It must be called upon the request of shareholders representing one-fifth of the outstanding Shares.

The board of directors may require the shareholders to deposit their shares five complete days before the date of the general meeting, in order to be admitted to the meeting. Every shareholder who has the right to vote at any such meeting has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg City at the registered office of the Company or at a place specified in the notice of meeting, on April 15, at 14.00 hours.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day at the same time.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

To the extent required by law or as may be determined by the Board of Directors, the notice of meeting shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Art. 22. Dividend. The general meeting shall determine the appropriation and distribution of net profits.

The board of directors is authorised to pay interim dividends under the conditions set out by virtue of the law.

Dividends will be distributed through the distribution offices as determined by the offering prospectus.

Currency, Day and Place of a distribution is determined by the Board of Directors.

Dividends, which have not been claimed within a period of five years will revert back to the company.

No interest is paid on unclaimed dividends.

D. Final Provisions

Art. 23. Dissolution. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements set forth in the laws referred to in Article 26 herein.

In the event of a loss of half the corporate capital, the directors shall convene a general meeting of the shareholders to resolve on the possible dissolution of the Company. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting. The general meeting must be convened so that it is held within a period not exceeding two months from the time at which the loss was or should have been ascertained.

Art. 24. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine their powers and their compensation.

Art. 25. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended.

Art. 26. Applicable Law. The Law of August 10, 1915, on Commercial Companies and the Law of July 31, 1929, on Holding Companies, as amended, shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt achtzigtausend Luxemburger Franken veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtiges Protokoll mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: H. Müller, M. Prometti, C. Kirsch, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 janvier 2001, vol. 512, fol. 53, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 13. Februar 2001.

J. Seckler.

(12983/231/770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

KAMFIN FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 28.487.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 35, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KAMFIN FINANCE S.A.

Signature

Un Administrateur

(12977/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

LANDECK S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 45.173.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 62, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Conseil d'Administration

Signature

(12989/535/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PLANUNGSGRUPPE A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 52.859.

La soussignée, PLANUNGSGRUPPE A.G., registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B n° 52.859, atteste par la présente que suivant les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 février 2001 ont été nommées administrateurs la société SELINE FINANCE LTD, 27 New Bond Street, Londres W1S 2RH, Royaume-Uni, la société HALLOREX CORPORATION N.V., Brechtsebaan 260, B-2900 Schoten, Belgique, a été nommé administrateur et administrateur-délégué Monsieur J.H. van Leuvenheim, conseiller, demeurant à Heisdorf et a été nommée commissaire aux comptes la société SELINE MANAGEMENT LTD, 27 New Bond Street, Londres W1S 2RH, Royaume-Uni en remplaçant sans décharge successivement D.H.B. GWOSD, PRIMIMUM INVEST LTD et PRIMIMUM MANAGEMENT LTD et avec décharge entière et définitive SELINE FINANCE LTD et que le siège social et les bureaux sont déplacés vers la nouvelle adresse 15, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg. Toutes décisions à effet du 13 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2001.

J.H. van Leuvenheim

Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 66, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13035/000/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

LYNX SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 72.654.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la société qui s'est tenu le 21 décembre 2000

Au Conseil d'Administration de LYNX SERVICES S.A. («la société»), il a été décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la société du 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg et ce avec effet au 24 juillet 2000.

Luxembourg, le 21 décembre 2000.

Signature
Agent Domiciliataire

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2001, vol. 549, fol. 44, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12994/710/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MALABAR MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 75.495.

Le Rapport du Réviseur d'entreprises sur les comptes annuels au 31 décembre 2000 a été enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

M. Berger
Fondé de Pouvoir

(12995/052/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MEETINCS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 11, rue Beatrix de Bourbon.
R. C. Luxembourg B 53.661.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg en date du 15 janvier 1996

Il résulte de ladite réunion du conseil d'administration que Monsieur André Vasanne a été nommé administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuel en vertu des articles 9 et 10 des statuts de la société, ainsi qu'en vertu de l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 1996.

Luxembourg, le 12 février 2001.

Pour la société
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 59, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13001/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PACK TECHNOLOGY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 janvier 2001, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 8CS, fol. 13, case 10, que la société PACK TECHNOLOGY HOLDING S.A. a été dissoute par décision de l'actionnaire unique, réunissant entre ses mains la totalité des actions de la société prédésignée, et prenant à sa charge tous les actifs et passifs de la société dissoute, la liquidation de la société étant achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2000.

J. Elvinger
Notaire

(13018/211/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MASON-DIXON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.685.

—
Le bilan au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 35, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MASON-DIXON S.A.

Signature

Un Administrateur

(12996/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MASON-DIXON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.685.

—
Le bilan au 30 septembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 35, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MASON-DIXON S.A.

Signature

Un Administrateur

(12997/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MASON-DIXON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.685.

—
Le bilan au 30 septembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 35, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MASON-DIXON S.A.

Signature

Un Administrateur

(12998/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MASON-DIXON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.685.

—
Le bilan au 30 septembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 35, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MASON-DIXON S.A.

Signature

Un Administrateur

(12999/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MASON-DIXON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 37.685.

—
Le bilan au 30 septembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 35, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MASON-DIXON S.A.

Signature

Un Administrateur

(13000/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MIDINVEST, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R. C. Luxembourg B 77.604.

Extrait du procès-verbal de la décision collective des associés

Il résulte de la décision collective des associés du 7 février 2001 que Monsieur Jean-Gabriel Manzione est nommé gérant en remplacement de Madame Ghislaine Alajouanine à qui décharge pleine est accordée pour l'exécution de son mandat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2001.

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2001, vol. 549, fol. 50, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13002/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MONOPROS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 43.895.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 62, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

MONOPROS (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(13007/028/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

MUSA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1730 Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome.
R. C. Luxembourg B 52.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 58, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

MUSA S.A.

Signature

(13008/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

POINTCOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social de la société le 11 décembre 2000

A l'unanimité, le conseil d'administration décide:

de déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Pascal Treiber.

Pascal Treiber portera le titre de fondé de pouvoir de la société et partant pourra engager la société de par sa seule signature pour toutes les affaires relevant de la gestion journalière.

Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée, le conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au déléguer à la gestion journalière.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Fait à Luxembourg, le 11 décembre 2000.

Pour extrait conforme

Pour publication

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 64, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13036/751/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

N & B INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 54.843.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13009/595/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

NICOMAR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 57.094.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13010/595/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PICIGIEMME, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 38, Haerebiërg.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 34, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(13027/000/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

NUBIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 52.829.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 58, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

NUBIL S.A.

Signature

(13012/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

OIKIA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 42.417.

Acte de constitution publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 23 mars 1993.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1999, ainsi que toutes les informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OIKIA HOLDING S.A.

Signature

(13013/255/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PERSEUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 29.664.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 9 février 2001, vol. 549, fol. 49, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour réquisition.

(13024/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

POLE STAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 58.791.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13037/595/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PICTET GESTION (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 34.657.

Le Rapport du Réviseur d'entreprises sur les comptes annuels au 31 décembre 2000 a été enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

M. Berger

Fondé de Pouvoir

(13030/052/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PICTET GLOBAL SECTOR FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 50.435.

Le Règlement de Gestion de PICTET GLOBAL SECTOR FUND au 28 décembre 2000 qui a été enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

M. Berger

Fondé de Pouvoir

(13031/052/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PICTET GLOBAL SELECTION FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 66.415.

Le Règlement de Gestion de PICTET GLOBAL SELECTION FUND au 11 décembre 2000 qui a été enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2001.

M. Berger

Fondé de Pouvoir

(13032/052/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RICHEMONT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 50.941.

Conseil d'administration:

M. Johann Rupert, 34, Alexander Street, Stellenbosch 7600, République d'Afrique du Sud;

M. John P. Rupert, 27, Knightsbridge, London, SW1X 7YB, U.K.;

M. Jan du Plessis, 15, Hill Street, London, W1X 7FB, U.K.;

M. Albert E. Kaufmann, 6, bvd James Fazy, 1201 Genève, Suisse;

M. Alain D. Perrin, 27, Knightsbridge, London, SW1X 7YB, U.K.;

M. Norbert A. Platt, Hellgrundweg, 100, D-22525 Hamburg;

M. Franco Cologni, 51, rue François 1^{er}, F-75008 Paris, France;

M. Richard Lepeu, 51, rue François 1^{er}, F-75008 Paris, France;

M. Callum Barton, 27, Knightsbridge, London, SW1X 7YB, U.K.;

M. Eloy Michotte, 15 Hill Street, London, SW1X 7YB, U.K.;

M. Gunter Blümlein, 15, Baumgartenstrasse, CH-8201 Schaffhausen, Suisse;

M. Frederick Mostert, 15, Hill Street, London, W1X 7FB, U.K.;

M. Guy Leymarie, 13, rue de la Paix, F-75002 Paris, France.

Pour réquisition

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 21, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(13045/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PICTET GLOBAL SECTOR FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 50.435.

Le Rapport du Réviseur d'entreprises sur les comptes annuels au 31 décembre 2000 a été enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

M. Berger
Fondé de Pouvoir

(13033/052/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PICTET JFCP MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 31.743.

Le Rapport du Réviseur d'entreprises sur les comptes annuels au 31 décembre 2000 a été enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

M. Berger
Fondé de Pouvoir

(13034/052/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PRINCE RUPPERT BAYVIEW HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 79.515.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 15 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 15 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 janvier 2001.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13038/595/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SAGIL, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 25.719.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 12 février 2001.

Signature.

(13053/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PRO INVESTMENT, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 17, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 35.662.

Acte de constitution publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 29 novembre 1991.

Le bilan et l'annexe établis au 30 septembre 2000, ainsi que les informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRO INVESTMENT

Signature

(13041/255/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

QUEST CAPITAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 50.373.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Camille Paulus, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13042/595/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SOCAM, SOCIETE COMMERCIALE DES ACIERS ET METAUX A RESPONSABILITE LIMITEE,**Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Pétange.

R. C. Luxembourg B 4.855.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 1999

«... il est décidé de convertir le capital social en euros.

a) Le capital 1.500.000,- LUF est converti en 37.184,03 euros.

b) Le capital de 37.184,03 euros est augmenté à concurrence de 315,97 euros (trois cent quinze virgule quatre-vingt-dix-sept euros), pour être porté à 37.500,- euros (trente-sept mille cinq cent euros), par incorporation dans le capital d'un montant de 315,97 euros, prélevé sur le poste bilantaire «Autres réserves» sans création de parts sociales nouvelles.

c) En conséquence, les statuts «art. Capital» deviennent: «Le capital social est fixé à trente-sept mille cinq cents euros (37.500). Il est représenté par «trois cents (300)» parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125) euros chacune.»

Esch-sur-Alzette, le 30 janvier 2001.

Pour extrait conforme

R. Schlim / G. Kirps

Membres du conseil d'administration

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 2001, vol. 549, fol. 30, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13063/226/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EUROPEEN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 71.867.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Giovanni Guastalla, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13043/595/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RELEX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 20.863.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 65, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

Signature.

(13044/047/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

ROBERT MILFORD ASSET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 68.904.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13047/595/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RONFLETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 59.353.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 58, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

RONFLETTE S.A.

Signature

(13049/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RONFLETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 59.353.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 novembre 2000

Monsieur Adrien Schaus, Madame Romaine Scheifer-Gillen et Madame Marie-Fiore Ries-Bonani sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur Jean-Marc Heitz est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2003.

Pour extrait sincère et conforme

RONFLETTE S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 58, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13048/545/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RUSSINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 50.139.

Il résulte de l'Assemblée Générale du 25 mai 1999 que:

Le siège social de la société est transféré du 65, avenue de la Gare à Luxembourg, au 41, avenue de la Gare à Luxembourg.

Il résulte de l'Assemblée Générale du 23 mai 2000 que:

Le Conseil d'Administration se compose des membres suivants:

- Madame Müller-Storni, Administrateur de société, San Vittore (CH);
- Monsieur Norbert Kummer, Administrateur de société, Luxembourg;
- Monsieur John Turpel, Administrateur de société, Erzen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2001.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 58, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13050/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SABERI, S.e.n.c., Société en nom collectif.

Siège social: L-1710 Luxembourg, 26, rue Paul Henkes.

Constituée par acte sous seing privé en date du 14 décembre 1998, publié au Mémorial C numéro 128 du 1^{er} mars 1999.

Réunion des associés du 13 février 2001

Les associés ont décidé à l'unanimité que seul et uniquement Monsieur Daryoush Saberini comme gérant de la société en nom collectif SABERI, S.e.n.c. peut engager valablement la prédite société en toutes circonstances par sa signature individuelle.

Ainsi dressé à Luxembourg, le 13 février 2001.

D. Saberini / B. Saberini / S. Saberini

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 64, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13051/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PF RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

L'an deux mille, le vingt décembre.

Par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PF RE S.A., ayant son siège administratif à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, constituée suivant acte notarié du 21 juin 1999, publié au Mémorial C numéro 732 du 1^{er} octobre 1999 et depuis lors ces mêmes statuts n'ont subi aucune modification.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mme Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

Le Président désigne comme secrétaire M. Brendan D. Klapp, employé privé, demeurant à Bettembourg (Luxembourg).

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle statutaire de la société qui se tiendra dorénavant le troisième mardi du mois de mars de chaque année à 9.00 heures.

2. Modification subséquente de l'article quatorze (14) des statuts.

3. Nomination de la société ERNST & YOUNG S.A., avec siège social à L-1359 Luxembourg-Kirchberg, rue Richard Coudenhove-Kalergi, aux fonctions de nouveau réviseur d'entreprises de la société, en remplacement de la société MAZARS & GUERARD (LUXEMBOURG) S.A. et fixation de la durée de son mandat.

B. Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C. Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle statutaire de la société, qui se tiendra dorénavant le troisième mardi du mois de mars de chaque année à 09.00 heures au lieu du premier mardi du mois d'avril à 09.00 heures.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra donc le troisième mardi du mois de mars de l'an 2001.

Deuxième résolution

Afin de refléter le changement de la date de l'assemblée générale annuelle, décidé ci-avant, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier les deux premiers paragraphes de l'article quatorze (14) des statuts de la Société pour leur donner à l'avenir la teneur suivante:

Art. 14. Premier et deuxième paragraphes. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société, ou tout autre endroit indiqué dans les convocations, le troisième mardi du mois de mars de chaque année à 9.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer aux fonctions de nouveau réviseur d'entreprises de la société, en remplacement de l'actuel réviseur MAZARS & GUERARD (LUXEMBOURG) S.A., la société ERNST & YOUNG S.A., une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1359 Luxembourg-Kirchberg, rue Richard Coudenhove-Kalergi.

Le nouveau réviseur d'entreprise ci-avant nommé terminera le mandat de son prédécesseur.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de vingt-cinq mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: M.F. Ries-Bonani, B.D. Klapp, R. Scheifer-Gillen, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 décembre 2000, vol. 855, fol. 68, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13025/239/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

PF RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13026/239/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

LUXIS DOMICILIATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

R. C. Luxembourg B 74.722.

L'an deux mille un, le onze janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

1. Monsieur Paul Lux, ingénieur commercial, demeurant à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité;

2. La société à responsabilité limitée SR INTERNATIONAL, S.à r.l., ayant son siège à L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue,

ici représentée par Monsieur Paul Lux, préqualifié, en vertu d'un mandat sous seing privé lui délivré, lequel mandat, signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée LUXIS DOMICILIATIONS, S.à r.l., ayant son siège social à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, R. C. Luxembourg section B numéro 74.722, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 février 2000, publié au Mémorial C, numéro 457 du 29 juin 2000.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate qu'en vertu d'une cession de parts sous seing privé du 2 janvier 2001, la société anonyme CHIP-PO S.A.H., ayant son siège social à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, a cédé ses cent vingt-six (126) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante euros (50.- EUR) chacune dans la prédite société LUXIS DOMICILIATIONS, S.à r.l. à Monsieur Paul Lux, préqualifié.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales de cinquante euros (50,- EUR) chacune.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

1. Monsieur Paul Lux, ingénieur commercial, demeurant à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, cent vingt-six parts sociales 126

2. La société à responsabilité limitée SR INTERNATIONAL, S.à r.l., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue, cent vingt-quatre parts sociales 124

Total: deux cent cinquante parts sociales 250

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société à raison du présent acte sont évalués à la somme de dix-huit mille francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Lux, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 janvier 2001, vol. 512, fol. 53, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 février 2001.

J. Seckler.

(12992/231/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

LUXIS DOMICILIATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

R. C. Luxembourg B 74.722.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 février 2001.

J. Seckler.

(12993/231/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SEDES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1950 Luxembourg, 2, rue Auguste Lumière.

R. C. Luxembourg B 66.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 7 février 2001, vol. 549, fol. 43, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

Signature.

(13059/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SENTRY EQUITY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 68.905.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 janvier 2001

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2001, vol. 548, fol. 79, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13060/595/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

AG 1990 FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 36.729.

Statuts coordonnés en date du 1^{er} février 2001 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(13156/208/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

**SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SUPERMARKET NORTE INVESTMENTS, S.à r.l.).**

Registered office: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 75.317.

In the year two thousand, on the twenty-second of December at 9.10 a.m.

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, and Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing at Sanem, who will keep the original of the present deed.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of SUPERMARKET NORTE INVESTMENTS, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R. C. Luxembourg, section B number 75.317, incorporated by deed of Maître Norbert Muller, notary residing at Esch-sur-Alzette, on the 18th of April 2000, published in the Mémorial C number 556 of the 4th of August 2000, and whose articles of incorporation have been modified by deed of Maître Jean Seckler, prenamed, on the 13th of November 2000, no yet published in the Mémorial C.

The meeting is composed by:

1. The company SUPERMARKETS HOLDING CO., having its registered office at Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands),

here duly represented by Mr Klaus Krumnau, private employee, residing at Koerich,
by virtue of a proxy given under private seal.

2. The company (société à responsabilité limitée) SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., having its registered office at L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri,

here duly represented by Mr Klaus Krumnau, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal.

These proxies, initialled ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

These appearing persons declared and requested the notary to act:

That the agenda of the present meeting reads as follows:

Agenda:

1. Change of the name of the company into SUPERMARKETS NORTE PART INVESTMENTS, S.à r.l. and amendment of article 4 of the articles of incorporation.

2. Change of the currency of the corporate capital from EUR in USD.

3. Replace of the 125 existing shares with a par value of 100.- EUR by 420 shares with a par value of 25.- USD.

4. Resignation of Mr Dennis Bosje as manager of the company.

5. Appointment of IMr Klaus Krumnau as new manager of the company.

6. Fixation of the powers of the managers.

7. Increase of the share capital by the amount of 414,000,500.- USD, in order to raise it from its present amount of 10,500.- USD to 414,011,000.- USD, by the issue of 16,560,020 new shares with a par value of 25.- USD.

8. Subscription and full payment of the new shares.

That the appearing person sub 1.- is the sole actual partner of the said company SUPERMARKET NORTE INVESTMENTS, S.à r.l. and that the appearing persons have taken the following resolutions according to the agenda:

First resolution

The meeting decides to change the name of the company into SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l. and subsequently amends article four of the articles of incorporation as follows:

«**Art. 4.** The corporation shall take the name of SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l.»

Second resolution

The meeting decides to change conventionally the currency of the corporate capital, actually fixed at twelve thousand five hundred euros (12,500.- EUR), to fix it henceforth in US dollars, at the rate of 1.- EUR=0.84 USD, at ten thousand five hundred US dollars (10,500.- USD).

Third resolution

The meeting decides to replace the one hundred and twenty-five (125) existing shares with a par value of one hundred euros (100.- EUR) by four hundred and twenty (420) shares with a par value of twenty-five US dollars (25.- USD) each.

Fourth resolution

The meeting decides to accept the resignation of Mr Dennis Bosje as manager of the company, effective as per today, and grants him full discharge for the period of his mandate.

Fifth resolution

The meeting decides to appoint Mr Klaus Krumnau, private employee, residing at L-8383 Koerich, 8, rue Principale, as new manager (gérant) of the company, effective as per today.

Sixth resolution

The meeting decides to fix the powers of the managers (gérants) as follows:

«The company will be bound by the joint signature of two managers, one of whom would be Mr Klaus Krumnau in all circumstances.»

Seventh resolution

The meeting decides to increase the share capital by the amount of four hundred and fourteen million five hundred US dollars (414,000,500.- USD), in order to raise it from its present amount of ten thousand five hundred US dollars (10,500.- USD) to four hundred and fourteen million eleven thousand US dollars (414,011,000.- USD), by the issue of sixteen million five hundred and sixty thousand and twenty (16,560,020) new shares of a par value of twenty-five US dollars (25.- USD) each.

The sixteen million five hundred and sixty thousand and twenty (16,560,020) new shares have been subscribed and fully paid up, with the agreement of the sole shareholders by the company SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., prenamed, by the transfer of all the assets and liabilities of the same company SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., as they result from a balance sheet presented to the meeting.

This balance sheet, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Eighth resolution

As a consequence of such increase of capital, article six of the articles of incorporation is amended as follows:

«**Art. 6.** The company's capital is set at four hundred and fourteen million eleven thousand US Dollars (414,011,000.- USD), represented by sixteen million five hundred and sixty thousand four hundred and forty (16,560,440) shares of a par value of twenty-five US dollars (25.- USD) each, all entirely subscribed and fully paid up.

The shares have been subscribed as follows:

1. The company SUPERMARKETS HOLDING CO., having its registered office at Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), four hundred and twenty shares	420
2. The company (société à responsabilité limitée) SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., having its registered office in L- 1724 Luxembourg, 3, boulevard Prince Henri, sixteen million five hundred and sixty thousand and twenty shares.	16,560,020
Total: sixteen million five hundred and sixty thousand four hundred and forty shares	16,560,440

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, realised under the prescriptions of article 4-1 of the Luxembourg capital duty law, are estimated at approximately two hundred and sixty thousand Luxembourg Francs.

The amount of the increased capital is evaluated at 19,458,023,500.- LUF.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the same signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille, le vingt-deux décembre à 9.10 heures.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, et Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'Assemblée Générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée SUPERMARKET NORTE INVESTMENTS, S.à r.l., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R. C. Luxembourg section B numéro 75.317, constituée suivant acte reçu par Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 18 avril 2000, publié au Mémorial C numéro 556 du 4 août 2000, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, prénommé, en date du 13 novembre 2000, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est composée de:

1. La société SUPERMARKETS HOLDING CO., ayant son siège social à Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands),
ici dûment représentée par Monsieur Klaus Krumnau, employé privé, demeurant à Koerich,
en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.
2. La société à responsabilité limitée SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri,
ici dûment représentée par Monsieur Klaus Krumnau, préqualifié,
en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquelles procurations, après avoir été signées *ne varietur* par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale en SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l. et modification afférente de l'article 4 des statuts.
 2. Modification de la devise du capital social d'EUR en USD:
 3. Remplacement des 125 parts sociales existantes avec une valeur nominale de 100,- EUR par 420 parts sociales avec une valeur nominale de 25,- USD.
 4. Démission de M. Dennis Bosje comme gérant de la société.
 5. Nomination de M. Klaus Krumnau comme nouveau gérant de la société.
 6. Fixation des pouvoirs des gérants.
 7. Augmentation de capital à concurrence d'un montant de 414.000.500,- USD, pour le porter de son montant actuel de 10.500,- USD à 414.011.000,- USD, par l'émission de 16.560.020,- parts sociales nouvelles avec une valeur nominale de 25,- USD.
 8. Souscription et libération intégrale des parts sociales nouvelles.
- Que le comparant sub 1.- est le seul et unique associé actuel de ladite société SUPERMARKET NORTE INVESTMENTS, S.à r.l. et que les comparants ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l. et de modifier en conséquence l'article quatre des statuts comme suit:

«**Art. 4.** La société prend la dénomination de SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), pour l'exprimer dorénavant en dollars US, au cours de 1,- EUR=0,84 USD; en dix mille cinq cents euros (10.500,- EUR).

Troisième résolution

L'assemblée décide de remplacer les cent vingt-cinq (125) parts sociales existantes d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune par quatre cent vingt (420) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq dollars US (25,- USD) chacune.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Dennis Bosje comme gérant de la société, avec effet en date de ce jour, et lui accorde pleine décharge par la période de son mandat.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveau gérant de la société, avec effet en date de ce jour, Monsieur Klaus Krumnau, employé privé, demeurant à L-8383 Koerich, 8, rue Principale.

Sixième résolution

L'assemblée décide de fixer les pouvoirs des gérants comme suit:

«La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux gérants, dont l'un des deux doit être Monsieur Klaus Krumnau dans tous les cas.»

Septième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre cent quatorze millions cinq cents dollars US (414.000.500,- USD), pour le porter de son montant actuel de dix mille cinq cents dollars US (10.500,- USD) à quatre cent quatorze millions onze mille dollars US (414.011.000,- USD), par l'émission de seize millions cinq cent soixante mille vingt (16.560.020) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq dollars US (25,- USD) chacune.

Les seize millions cinq cent soixante mille vingt (16.560.020) parts sociales nouvellement émises ont été souscrites et libérées entièrement, avec l'accord de l'associé unique, par la société SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., moyennant apport de tous les actifs et passifs de la dite société SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., ainsi qu'ils résultent d'un bilan présenté à l'assemblée.

Ledit bilan, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Huitième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à quatre cent quatorze millions onze mille dollars US (414.011.000,- USD), représenté par seize millions cinq cent soixante mille quatre cent quarante (16.560.440) parts sociales de vingt-cinq dollars US (25,- USD) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. La société SUPERMARKETS HOLDING CO., ayant son siège social à Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), quatre cent vingt parts sociales	420
2. La société à responsabilité limitée SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, seize millions cinq cent soixante mille vingt parts sociales	16.560.020
Total: seize millions cinq cent soixante mille quatre cent quarante parts sociales	16.560.440

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison du présent acte, réalisé en vertu de l'article 4-1 de la loi luxembourgeoise sur le droit d'apport, sont évalués à la somme de deux cent soixante mille francs luxembourgeois.

Le montant de la présente augmentation de capital est évalué à la somme de 19.458.023.500,- LUF.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivis d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: K. Krumnau, J. Seckler, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 janvier 2001, vol. 855, fol. 79, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13076/239/199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SUPERMARKETS NORTE INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 75.317.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13077/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

RIDDINTON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1017 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R. C. Luxembourg B 53.523.

L'an deux mille, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme RIDDINTON S.A., avec siège social à L-1017 Luxembourg, 2, rue des Dahlias, constituée suivant acte notarié du 11 janvier 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 145 du 23 mars 1996, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 53.523, au capital social de trois millions sept cent cinquante mille francs français (FRF 3.750.000,-), représenté par trois mille sept cent cinquante (3.750) actions s'une valeur nominal de mille francs français (FRF 1.000,-) chacune.

L'assemblée est présidée par Maître Alain Lorang, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Maître Marie-Béatrice Wingerter de Santeul, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Mademoiselle Anissa Ayad, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il résulte de la liste de présence que toutes les actions émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocation préalable.

III. Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société.
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes en fonction.
4. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la dissolution de la société anonyme RIDDINTON S.A..

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société anonyme RIDDINTON S.A..

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes en fonction.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer liquidateur, Maître Alain Lorang, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: A. Lorang, Wingenter de Santeul, A. Ayad, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2001, vol. 7CS, fol. 88, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2001.

E. Schlessler.

(13046/227/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

**ERISYS, SOCIETE D'ETUDES ET REALISATION INFORMATIQUE ET DE SYSTEME
D'INFORMATION, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

R. C. Luxembourg B 63.000.

L'an deux mille un, le onze janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

1. Monsieur Robert Partouche, agent commercial, demeurant à L-2718 Luxembourg, 5-7, rue du Fort Wedell;
2. Monsieur Manuel Do Carmo Silva Venancio, agent commercial, demeurant à L-5751 Frisange, 35, rue Robert Schuman.

Tous les deux sont ici représentés par Monsieur Paul Lux, ingénieur commercial, demeurant à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, en vertu d'un mandat sous seing privé lui délivré, lequel mandat, signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée SOCIETE D'ETUDES ET REALISATION INFORMATIQUE ET DE SYSTEME D'INFORMATION, en abrégé ERISYS, ayant son siège social à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, R. C. Luxembourg section B numéro 63.000, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 janvier 1998, publié au Mémorial C, numéro 331 du 12 mai 1998.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate qu'en vertu d'une cession de parts sous seing privé du 29 décembre 2000, la société anonyme ARGONAUTICAL S.A., ayant son siège social à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, a cédé:

- deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000.- LUF) chacune dans la prédite SOCIETE D'ETUDES ET REALISATION INFORMATIQUE ET DE SYSTEME D'INFORMATION, en agrégé ERISYS, à Monsieur Robert Partouche, préqualifié;

- deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000.- LUF) chacune dans la prédite SOCIETE D'ETUDES ET REALISATION INFORMATIQUE ET DE SYSTEME D'INFORMATION, en agrégé ERISYS, à Monsieur Manuel Do Carmo Silva Venancio, préqualifié.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000.- LUF), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs luxembourgeois (1.000.- LUF) chacune.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

1. Monsieur Robert Partouche, agent commercial, demeurant à L-2718 Luxembourg, 5-7, rue du Fort Wedell, deux cent cinquante parts sociales	250
2. Monsieur Manuel Do Carmo Silva Venancio, agent commercial, demeurant à L-5751 Frisange, 35, rue Robert Schuman, deux cent cinquante parts sociales	250
Total: cinq cents parts sociales	500

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombent à la société à raison du présent acte sont évalués à la somme de dix-huit mille francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Lux, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 janvier 2001, vol. 512, fol. 53, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 février 2001.

J. Seckler.

(13064/231/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

**ERISYS, SOCIETE D'ETUDES ET REALISATION INFORMATIQUE ET DE SYSTEME
D'INFORMATION, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

R. C. Luxembourg B 63.000.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 février 2001.

J. Seckler.

(13065/231/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

TCV-3 STARS COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R. C. Luxembourg B 71.765.

L'an deux mille, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société TVC-3 STARS COMPANY S.A. avec siège social à Luxembourg, constituée par acte du même notaire en date du 16 septembre 1999, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 916 du 2 décembre 1999 et dont les statuts furent modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 7 juillet 2000, en voie de publication.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Carlo Arend, Legal Manager & Consultant, demeurant à Sandweiler, qui désigne comme secrétaire Monsieur Michael Bastien, employé privé, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nadine Muller, employée privée, demeurant à Rumelange.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour Ordre du Jour:

- Transfert du siège social de la société au 300C route de Thionville, L-5884 Hesperange;

- Divers;

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il y pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement telle qu'elle est constituée sur les points indiqués à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée après avoir délibéré prend à l'unanimité des voix la résolution unique suivante:

Seule et unique résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société avec effet immédiat au 300C route de Thionville, L-5884 Hesperange, de sorte que l'article 1^{er}, alinéa 2^e, des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1. Alinéa 2^e.** Le siège social de la société est établi à Hesperange.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Arend, M. Bastien, N. Muller, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2001, vol. 128S, fol. 2, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 8 février 2001.

G. Lecuit.

(13084/220/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

TCV-3 STARS COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R. C. Luxembourg B 71.765.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 8 février 2001.

G. Lecuit.

(13085/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

**SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SUPERMARKET NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 75.318.

In the year two thousand, on the twenty-second of December at 7.50 a.m.

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, and Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing at Sanem, who will keep the original of the present deed.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of SUPERMARKET NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R. C. Luxembourg, section B number 75.318, incorporated by deed of Maître Norbert Muller, notary residing at Esch-sur-Alzette, on the 18th of April 2000, published in the Mémorial C number 560 of the 5th of August 2000, and whose articles of incorporation have been modified by deed of Maître Jean Seckler, prenamed, on the 13th of November 2000, no yet published in the Mémorial C.

The meeting is composed by:

1. The company SUPERMARKETS HOLDING CO., having its registered office at Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), here duly represented by Mr Klaus Krumnau, private employee, residing at Koerich, by virtue of a proxy given under private seal.

2. The company of British Law JUSTMODERN LIMITED, having its registered office in London EC4A3TL, St. Andrews House, St. Andrews Street (United Kingdom), here duly represented by Mr Klaus Krumnau, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

These proxies, initialled *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

These appearing persons declared and requested the notary to act:

That the agenda of the present meeting reads as follows:

Agenda:

1. Change of the name of the company into SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l. and amendment of article 4 of the articles of incorporation.

2. Change of the currency of the corporate capital from EUR in USD.

3. Replace of the 125 existing shares with a par value of 100.- EUR by 420 shares with a par value of 25.- USD.

4. Resignation of Mr Dennis Bosje as manager of the company.

5. Appointment of Mr Klaus Krumnau as new manager of the company.

6. Fixation of the powers of the managers.

7. Increase of the share capital by the amount of 414,010,500.- USD, by the issue of 16,560,000 new shares with a par value of 25.- USD.

8. Subscription and full payment of the new shares.

That the appearing person sub 1 is the sole actual partner of the said company SUPERMARKET NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l. and that the appearing persons have taken the following resolutions according to the agenda:

First resolution

The meeting decides to change the name of the company into SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l. and subsequently amends article four of the articles of incorporation as follows:

«**Art. 4.** The corporation shall take the name of SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l.»

Second resolution

The meeting decides to change conventionally the currency of the corporate capital, actually fixed at twelve thousand five hundred euros (12,500.- EUR), to fix it henceforth in US dollars, at the rate of 1.- EUR=0.84 USD, at ten thousand five hundred US dollars (10,500.- USD).

Third resolution

The meeting decides to replace the one hundred and twenty-five (125) existing shares with a par value of one hundred euros (100.- EUR) by four hundred and twenty (420) shares with a par value of twenty-five US dollars (25.- USD) each.

Fourth resolution

The meeting decides to accept the resignation of Mr Dennis Bosje as manager of the company, effective as per today, and grants him full discharge for the period of his mandate.

Fifth resolution

The meeting decides to appoint Mr Klaus Krumnau, private employee, residing at L-8383 Koerich, 8, rue Principale, as new manager (gérant) of the company, effective as per today.

Sixth resolution

The meeting decides to fix the powers of the managers (gérants) as follows:

The company will be bound by the joint signature of two managers, one of whom would be Mr Klaus Krumnau in all circumstances.

Seventh resolution

The meeting decides to increase the share capital by the amount of four hundred and fourteen million US dollars (414,000,000.- USD), in order to raise it from its present amount of ten thousand five hundred US dollars (10,500.- USD) to four hundred and fourteen million ten thousand five hundred US dollars (414,010,500.- USD), by the issue of sixteen million five hundred and sixty thousand (16,560,000) new shares of a par value of twenty-five US dollars (25.- USD) each.

The sixteen million five hundred and sixty thousand (16,560,000) new shares have been subscribed and fully paid up, with the agreement of the sole shareholder, by the company JUSTMODERN LIMITED, prenamed, by the transfer of all the assets and liabilities of the same company JUSTMODERN LIMITED, as they result from a balance sheet presented to the meeting.

This balance sheet, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Eighth resolution

As a consequence of such increase of capital, article six of the articles of incorporation is amended as follows:

«**Art. 6.** The company's capital is set at four hundred and fourteen million ten thousand five hundred US Dollars (414,010,500.- USD), represented by sixteen million five hundred and sixty thousand four hundred and twenty (16,560,420) shares of a par value of twenty-five US dollars (25.- USD) each, all entirely subscribed and fully paid up.

The shares have been subscribed as follows:

1. The company SUPERMARKETS HOLDING CO., having its registered office at Caledonian House, Jen- nett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), four hundred and twenty shares	420
2. The company of British Law JUSTMODERN LIMITED, having its registered office in London EC4A3TL, St. Andrews House, St. Andrews Street, (United Kingdom), sixteen million five hundred and sixty thousand shares	16,560,000
Total: sixteen million five hundred and sixty thousand four hundred and twenty shares	<u>16,560,420</u>

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, realised under the prescriptions of article 4-1 of the Luxembourg capital duty law, are estimated at approximately two hundred and sixty thousand Luxembourg Francs.

The amount of the increased capital is evaluated at 19,458,493,500.- LUF.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the same signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille, le vingt-deux décembre à 7.50 heures.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, et Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'Assemblée Générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée SUPERMARKET NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri, R. C. Luxembourg section B numéro 75.318, constituée suivant acte reçu par Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 18 avril 2000, publié au Mémorial C numéro 560 du 5 août 2000, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, prénommé, en date du 13 novembre 2000, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est composée de:

1. La société SUPERMARKETS HOLDING CO., ayant son siège social à Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands),

ici dûment représentée par Monsieur Klaus Krumnau, employé privé, demeurant à Koerich, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2. La société de droit anglais JUSTMODERN LIMITED, avec siège social à Londres EC4A3TL, St. Andrews House, St. Andrews Street, (Royaume-Uni),

ici dûment représentée par Monsieur Klaus Krumnau, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale en SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l. et modification afférente de l'article 4 des statuts.

2. Modification de la devise du capital social d'EUR en USD:

3. Remplacement des 125 parts sociales existantes avec une valeur nominale de 100,- EUR par 420 parts sociales avec une valeur nominale de 25,- USD.

4. Démission de M. Dennis Bosje comme gérant de la société.

5. Nomination de M. Klaus Krumnau comme nouveau gérant de la société.

6. Fixation des pouvoirs des gérants.

7. Augmentation de capital à concurrence d'un montant de 414.000.000,- USD, pour le porter de son montant actuel de 10.500,- USD à 41.010.500,- USD, par l'émission de 16.560.000,- parts sociales nouvelles avec une valeur nominale de 25,- USD.

8. Souscription et libération intégrale des parts sociales nouvelles.

Que le comparant sub 1 est le seul et unique associé actuel de ladite société SUPERMARKET NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l. et que les comparants ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l. et de modifier en conséquence l'article quatre des statuts comme suit:

«**Art. 4.** La société prend la dénomination de SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), pour l'exprimer dorénavant en dollars US, au cours de 1,- EUR=0,84 USD, en dix mille cinq cents euros (10.500,- EUR).

Troisième résolution

L'assemblée décide de remplacer les cent vingt-cinq (125) parts sociales existantes d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune par quatre cent vingt (420) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq dollars US (25,- USD) chacune.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Dennis Bosje comme gérant de la société, avec effet en date de ce jour, et lui accorde pleine décharge par la période de son mandat.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveau gérant de la société, avec effet en date de ce jour, Monsieur Klaus Krumnau, employé privé, demeurant à L-8383 Koerich, 8, rue Principale.

Sixième résolution

L'assemblée décide de fixer les pouvoirs des gérants comme suit:

La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux gérants, dont l'un des deux doit être Monsieur Klaus Krumnau dans tous les cas.

Septième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre cent quatorze millions de dollars US (414.000.000,- USD), pour le porter de son montant actuel de dix mille cinq cents dollars US (10.500,- USD) à quatre cent quatorze millions dix mille cinq cents dollars US (414.010.500,- USD), par l'émission de seize millions cinq cent soixante mille (16.560.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq dollars US (25,- USD) chacune.

Les seize millions cinq cent soixante mille (16.560.000) parts sociales nouvellement émises ont été souscrites et libérées entièrement, avec l'accord de l'associé unique, par la société JUSTMODERN LIMITED, prédésignée, moyennant apport de tous les actifs et passifs de ladite société JUSTMODERN LIMITED, ainsi qu'ils résultent d'un bilan présenté à l'assemblée.

Ledit bilan, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Huitième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à quatre cent quatorze millions dix mille cinq cents dollars US (414.010.500,- USD), représenté par seize millions cinq cent soixante mille quatre cent vingt (16.560.420) parts sociales de vingt-cinq dollars US (25,- USD) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. La société SUPERMARKETS HOLDING CO., ayant son siège social à Caledonian House, Jennett Street, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), quatre cent vingt parts sociales	420
2. La société de droit anglais JUSTMODERN LIMITED, avec siège social à Londres EC4A3TL, St. Andrews House, St. Andrews Street, (Royaume-Uni), seize millions cinq cent soixante mille parts sociales	16.560.000
Total: seize millions cinq cent soixante mille quatre cent vingt parts sociales.	16.560.420

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison du présent acte, réalisé en vertu de l'article 4-1 de la loi luxembourgeoise sur le droit d'apport, sont évalués à la somme de deux cent soixante mille francs luxembourgeois.

Le montant de la présente augmentation de capital est évalué à la somme de 19.458.493.500,- LUF.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivis d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: K. Krumnau, J. Seckler, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2001, vol. 855, fol. 79, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13078/239/199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SUPERMARKETS NORTE PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 75.318.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13079/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

SOJOMI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 35.751.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 57, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

Signatures.

(13066/768/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

ARGOS PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adelaïde.

—
STATUTS

L'an deux mille un, le deux février.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. BAYSWATER S.A., avec siège social à San José, Costa Rica, ici représentée par Mlle Caterina Scotti, employée privée, Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

2. M. Marco Ianigro, docteur en droit, résident à Luxembourg.

Laquelle procuration après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Titre 1^{er}. Dénomination, siège social, objet, durée, capital social

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de ARGOS PARTICIPATIONS S.A..

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé par simple décision du Conseil d'Administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société aura une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société a également pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur par location et de toute autre manière et, le cas échéant, la vente d'immeubles de toute nature, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en associations en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet et de son but.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-cinq mille euros (35.000,- EUR) représenté par trois mille cinq cents (3.500) actions de dix euros (10,- EUR) chacune.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel à un million d'euros (1.000.000,- EUR).

En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société. Sous respect des conditions ci-avant stipulées et par dérogation à l'article 10 ci-après, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres. Le Conseil d'Administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé.

Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Titre 2. Administration, surveillance

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou télécopie étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix.

Art. 6. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 7. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le Conseil d'Administration agissant par son président ou un administrateur-délégué.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Titre 3. Assemblée Générale et répartition des bénéfices

Art. 10. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

Art. 11. L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième mercredi du mois de juin, à 11.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit. Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

Titre 4. Exercice social, dissolution

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Titre 5. Disposition générale

Art. 15. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre 2001.
2. La première Assemblée Générale ordinaire annuelle se tiendra en 2002.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire aux actions du capital social comme suit:

1. BAYSWATER S.A., prénommée, trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit actions	3.498
2. Monsieur Marco Ianigro, prénommé, deux actions	2
Total: trois mille cinq cents actions.	<u>3.500</u>

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de 35.000,- EUR se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt-dix mille francs luxembourgeois (90.000,- LUF).

Evaluation du capital

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million quatre cent onze mille huit cent quatre-vingt-dix-sept francs luxembourgeois (1.411.897,- LUF).

Assemblée Générale ordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en Assemblée Générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1) L'adresse de la société est fixée à L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

L'assemblée autorise le Conseil d'Administration de fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statuaire.

2) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

3) Sont nommés administrateurs:

a) M. Arsène Kronshagen, avocat, Luxembourg.

b) Mme Valérie Tutak, avocat, Luxembourg;

c) M. François Cautaerts, avocat, Luxembourg.

4) Est nommé commissaire:

- M. Fons Mangen, réviseur d'entreprises, Ettelbruck.

5) Les mandats des administrateurs et du commissaire expireront immédiatement après l'Assemblée Générale statuaire de 2006.

6) En vertu de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en vertu de l'article six des présents statuts, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à nommer M. Arsène Kronshagen, prénommé, comme administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuelle.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la traduction en anglais du texte qui précède:

In the year two thousand and one, on the second day of February.

Before us, Maître Edmond Schroeder, notary public residing in Mersch.

There appeared:

1. BAYSWATER S.A., having its registered office in San José, Costa Rica, here represented by Miss Caterina Scotti, employée privée, Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. Mr Marco Ianigro, docteur en droit, residing in Luxembourg.

Said proxy initialled ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Said appearing parties have established as follows the Articles of Incorporation of a company to be organized between themselves:

Title 1: Name, registered office, object, duration, corporate capital

Art. 1. There is hereby organized a company in the form of a société anonyme, the name of which shall be ARGOS PARTICIPATIONS.

Said company shall have its registered office in Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activities of the Registered office or easy communication between such office and foreign countries, the Registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such temporary measures shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding such temporary transfer of the Registered office, still remains of Luxembourg nationality.

The Company shall have an unlimited duration.

Art. 2. The purposes of the company are the acquisition of interests in any form whatsoever in other Luxembourg or foreign companies and any other investment form, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner

as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of securities of any kinds, the management, supervision and development of these interests.

The company may participate in the organization and development of any industrial or trading company and may grant its assistance to such company in the form of loans, guarantees or in any other way. It may borrow and lend monies with or without providing for interest payments, issue bonds and any other kind of debentures.

The company may carry out all transactions relating to movable assets or real estate or those being of a financial, industrial, commercial or civil nature, which are directly or indirectly linked to its corporate purpose.

It may achieve its purpose either directly or indirectly, by acting in its own name or for account of a third party, alone or in co-operation with others and carry out any operation which promotes its corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

Generally the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

Art. 3. The corporate capital is fixed at thirty five thousand euro (35,000.- EUR), represented by three thousand five hundred (3.500) shares of ten euro (10.- EUR) each.

Unless otherwise specified by Law, the shares shall be in bearer form.

The Board of Directors is authorized to increase the corporate capital in order to raise it to one million euro (1,000,000.- EUR).

The Board of Directors is fully authorized and appointed to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions, as the case may be, to fix the place and the date of the issue or of the successive issues, to determine the terms and conditions of subscription and payment, to call if necessary on new shareholders, finally to fix all other terms and conditions which are necessary or useful even if they are not provided for in the present resolution, to have documented in the notarial form the subscription of the new shares, the payment and the effective increase of capital and finally to bring the articles of incorporation in accordance with the amendments deriving from the realized and duly documented increase of capital, in accordance with the law of August 10th, 1915 and especially under the condition that the authorization has to be renewed every five years.

Moreover, the Board of Directors is authorised to issue ordinary or convertible bonds, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies. Any issue of convertible bonds may only be made within the limits of the authorized capital.

The Board of Directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions which may be related to such bond issue.

A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the company.

With respect to the conditions set forth hereinbefore and notwithstanding the stipulations of article 10 hereafter, the Board of Directors is authorized to increase the corporate capital even by incorporation of free reserves.

The Board of Directors is authorized to suppress or limit the preferential subscription right in case of an increase of capital within the limits of the authorized capital.

The authorized and subscribed capital may be increased or reduced by a decision of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the same manner as for the amendment of the Articles of Incorporation.

The company may redeem its shares within the limits fixed by law.

Title 2. Management and Supervision

Art. 4. The company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders of the company. Their term of office shall be maximum 6 years. The directors shall be re-eligible.

Art. 5. With the exception of the acts reserved to the general meeting of shareholders by law or by the Articles of Incorporation, the Board of Directors may perform all acts necessary or useful to the achievement of the purposes of the company. The Board of Directors may not deliberate or act validly unless a majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telex or telefax, being permitted.

In case of emergency, the directors may cast their vote by letter, telex or telefax. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effects as resolutions adopted at the directors' meetings.

Resolutions of the Board of Directors shall be adopted by majority vote.

Art. 6. The Board of Directors may delegate all or part of its power to a director, officer, manager or other agent. The corporation shall be bound by the sole signature of the managing director or by the collective signature of two directors.

Art. 7. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the company by the Board of Directors represented by its chairman or its managing director.

Art. 8. The Board of Directors may decide to pay interim dividends within the limits and conditions fixed by law.

Art. 9. The supervision of the corporation shall be entrusted to one or more auditors, who are appointed for a term not exceeding six years. They shall be re-eligible.

Title 3. General Meeting and distribution of profits

Art. 10. The general meeting of the company properly constituted represents the entire body of the shareholders. It has the broadest powers to perform or ratify all acts which concern the company.

Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The general meeting shall determine the allocation or distribution of the net profits.

Art. 11. The annual meeting of shareholders shall be held on the second Wednesday of June at 11.00 a.m. at the registered office or at any other location designated in the convening notices. If said day is a public holiday, the meeting will be held the next following business day.

Art. 12. By a decision of the extraordinary general meeting of the shareholders, all or part of the net profit and the distributable reserves may be assigned to redemption of the stock capital by way of reimbursement at par of all or part of the shares which have to be determined by lot, without reduction of capital. The reimbursed shares are cancelled and replaced by bonus shares which have the same rights of reimbursement of the assets brought in and of the right to participate at the distribution of a first dividend allocated to non-redeemed shares.

Title 4. Accounting year, dissolution

The accounting year shall begin on the first day of January and end on the thirty-first day of December of each year.

Art. 14. The company may be dissolved by decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Title 5. General Provisions

Art. 15. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

Transitory provisions

1. The first accounting year will start on the date of formation of the Company and will end on the thirty-first day of December 2001.

2. The first annual general meeting will be held in 2002.

Subscription and payment

The shares have been subscribed as follows:

1. BAYSWATER S.A., prenamed, three thousand four hundred ninety-eight shares.	3,498
2. Mr Marco lanigro, prenamed, two shares	2
Total: three thousand five hundred shares	<u>3,500</u>

The shares have all been fully paid up in cash so that 35,000.- EUR are now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions set forth in Article 26 of the Law of Trading Companies have been observed and expressly acknowledges their observation.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever which the company incurs of for which it is liable by reason of its organization amounts to approximately ninety thousand Luxembourg Francs (90,000.- LUF).

Estimation of the share capital

For the purpose of registration, the share capital is evaluated at one million four hundred eleven thousand eight hundred ninety-seven Luxembourg Francs (1,411,897.- LUF).

Extraordinary General Meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have decided to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have, by unanimous vote, passed the following resolutions:

1) The registered office of the company is L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adelaïde.

The general meeting authorizes the Board of Directors to fix at any time a new registered office within the municipality of Luxembourg.

2) The number of directors is fixed at three and that of the auditors at one.

3) Are appointed as directors:

a. Mr Arsène Kronshagen, attorney at law, Luxembourg;

b. Mrs. Valérie Tutak, attorney at law, Luxembourg;

c. Mr François Cautaearts, attorney at law, Luxembourg.

4) Is appointed as statutory auditor:

- Mr Fons Mangen, réviseur d'entreprises, Ettelbruck.

5) The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2006.

6) Pursuant to article 60 of the law of 10th August 1915 on commercial companies and pursuant to article 6 of the present statutes, the general assembly authorizes the board of directors to nominate Mr Arsène Kronshagen, prenamed, as managing director with sole signature.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French, followed by an English translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French text will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. Scotti, M. Ianigro, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 8 février 2001, vol. 416, fol. 86, case 4. – Reçu 14.119 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 février 2001.

E. Schroeder.

(13126/228/314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

SERVICES LOGISTIQUES HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 54.760.

Il résulte de l'Assemblée Générale du 25 mai 1999 que:

Le siège social de la société est transféré du 65, avenue de la Gare à Luxembourg, au 41, avenue de la Gare à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2001.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 58, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13061/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2001.

ROMAIN HOFFMANN ARCHITECTES ET URBANISTES, S.à r.l.,

Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 38, rue Ermesinde.

STATUTS

L'an deux mille un, le premier février.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch,

A comparu:

M. Romain Hoffmann, architecte diplômé, demeurant à L-1750 Luxembourg, 61, avenue Victor Hugo.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet:

- toutes activités de la profession d'architecte et d'urbaniste;
- toutes prestations d'assistance, consultatives, de contrôle, de coordination, d'expertises et d'études dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme.

En général la société pourra faire toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 3. La société prend la dénomination de ROMAIN HOFFMANN ARCHITECTES ET URBANISTES, S.à r.l.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée. Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Toutes ces parts ont été souscrites par M. Romain Hoffmann, architecte diplômé, demeurant à L-1750 Luxembourg, 61, avenue Victor Hugo. Le souscripteur a entièrement libéré ses parts par des versements en espèces, de sorte que la somme de 12.500,- EUR se trouve dès maintenant à la disposition de la société, la preuve en ayant été apportée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Art. 7. Les cessions de parts à des non-associés doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les cessions ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elles dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés, le(s) quel(s) fixe(nt) la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont révocables ad nutum.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine visé à l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. L'associé ou les associés peut/peuvent prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les dispositions légales de la loi du 10 août 1915 tel que modifié, s'appliquent.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et finira le trente et un décembre 2001.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à trente mille francs luxembourgeois (30.000,- LUF).

Evaluation du capital

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à cinq cent quatre mille deux cent quarante-neuf francs luxembourgeois (504.249,- LUF).

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant, représentant comme seul associé l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

- M. Romain Hoffmann, prénommé.

La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est établi à L-1469 Luxembourg, 38, rue Ermesinde.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Hoffmann, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 7 février 2001, vol. 416, fol. 85, case 10. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 février 2001.

E. Schroeder.

(13135/228/92) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

LA GESTIONNAIRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

L'an deux mille, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding LA GESTIONNAIRE S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, constituée suivant acte, reçu par le notaire Fernand Unsen, de résidence à Redange, en date du 16 novembre 1979, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 18 du 28 janvier 1980, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 17.159, au capital social de soixante-quinze mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (US \$ 75.000,-), représenté par sept cent cinquante (750) actions d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (US \$ 100,-) chacune.

L'assemblée est présidée par Madame Corinne Bitterlich, conseiller juridique, demeurant à Luxembourg.

Madame le Président désigne comme secrétaire Madame Patricia Ceccotti, employée privée, demeurant à Dudelange.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Marjorie Fever, employée privée, demeurant à F-Metz.

Madame le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée et paraphée par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de la liste de présence que toutes les actions émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocations préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société.

2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société.

3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la période allant du 1^{er} janvier 2000 jusqu'à la date de la présente assemblée.

4. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la dissolution de la société anonyme holding LA GESTIONNAIRE S.A.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société anonyme holding LA GESTIONNAIRE S.A.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes en fonction, pour la période du premier janvier de l'an deux mille jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer liquidateur FIN-CONTROLE, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Bitterlich, P. Ceccotti, M. Fever, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 36, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial .

Luxembourg, le 13 février 2001.

E. Schlessler.

(13300/227/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

ANTOMAN INTERNATIONAL, Société Anonyme.

Siège social: L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.
R. C. Luxembourg B 32.351.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille et un, le onze janvier.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ANTOMAN INTERNATIONAL, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 28 novembre 1989, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C en date du 29 mai 1990, numéro 174.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 28 novembre 2000, enregistré Mersch le 4 décembre 2000, Volume 416, Folio 5, Case 10, en voie de publication.

L'assemblée est présidée par Monsieur John Weber, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Guy Lanners, expert-comptable, demeurant à Graulinger.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Hugo Bauwens, administrateur de société, demeurant à B-Brasschaat.

Le bureau ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale extraordinaire a pour ordre du jour le suivant:

1. Présentation du rapport du commissaire-vérificateur.
2. Décharge à donner au liquidateur et au directeur général.
3. Prononciation de la clôture de la liquidation.

II. Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente Assemblée Générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

VI. Que l'Assemblée Générale extraordinaire tenue sous seing privé, en date du 29 décembre 2000, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur à la liquidation SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISES, Société Civile et a fixé à ces jour, heure et lieu la présente assemblée.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation:

L'assemblée entend le rapport de SOCIETE DE REVISION ET D'EXPERTISES, Société Civile sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à M. John Weber, de sa gestion de liquidation de la Société.

L'assemblée donne également décharge au commissaire-vérificateur pour l'exécution de son mandat.

2) Clôture de liquidation:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société ANTOMAN INTERNATIONAL a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui à L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Weber, G. Lanners, H. Bauwens, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 19 janvier 2001, vol. 416, fol. 64, case 1. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 janvier 2001.

E. Schroeder.

(13167/228/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.